



## Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence BRAU, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

## **Aménagement durable - Convention de gestion entre le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole pour le débroussaillage des routes départementales transférées relevant du schéma Défense de la Forêt Contre les Incendies (DFCI) - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président, rapporte :

L'article 90 de la loi NOTRe a conduit au transfert à Montpellier Méditerranée Métropole de la gestion de l'ensemble des routes classées dans le domaine public routier départemental ainsi que leurs dépendances et accessoires sur son périmètre.

En matière de politiques publiques de prévention des feux de forêt (compétence départementale), il est indispensable que les voies Défense des Forêts Contre l'Incendie (DFCI) empruntées par les véhicules de prévention et de lutte soient débroussaillées selon les normes afin d'assurer la sécurité.

L'organisation actuelle du Département en matière de travaux de débroussaillage des pistes et des routes relevant du schéma stratégique départemental DFCI porte sur 2 020 km de voies concernées par les obligations légales de débroussaillage, dont 42,19 km transférées à la Métropole.

Compte tenu des obligations de chaque collectivité, des enjeux de sécurité sur le territoire et de la superposition des activités, il a été proposé, lors du transfert des routes départementales, la poursuite des opérations d'entretien en débroussaillage par le Département au profit de la Métropole sous couvert d'une convention de gestion pour débroussaillage des routes départementales transférées et relevant du schéma stratégique DFCI départemental, en application des articles L.5217-7 et L.5215-27 du Code général des collectivités territoriales.

Cette convention ayant expiré le 7 juillet 2020, il est nécessaire de passer une nouvelle convention avec le Conseil Départemental de l'Hérault ; cette convention prendra acte à compter de la date de signature des deux parties et sera renouvelable par tacite reconduction sans que la durée totale ne puisse excéder 4 ans.

Les frais engagés par le Département pour le compte de la Métropole seront remboursés à l'euro près sur la base d'un état récapitulatif semestriel des prestations effectuées. Le montant annuel des travaux est estimé à 30 000 € nets de taxe.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver les termes de la convention relative au débroussaillage des abords des routes départementales avec le Conseil Départemental de l'Hérault ;
- de dire que les dépenses seront inscrites aux budgets de Montpellier Méditerranée Métropole, tout chapitre ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Geniès BALAZUN.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-149220-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention de gestion

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.